¿ Interrogations ?
revue pluridisciplinaire de sciences humaines et sociales

Leroux Benoît

Une campagne électorale spectaculaire : les « Motivé-e-s » en représentation

Pour citer l'article

Leroux Benoît, « Une campagne électorale spectaculaire : les « Motivé-e-s » en représentation », dans *revue ¿ Interrogations ?*, N°1 - « L'actualité » : une problématique pour les sciences humaines et sociales ?, décembre 2005 [en ligne], http://www.revue-interrogations.org/Une-campagne-electorale (Consulté le 8 septembre 2026).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France.

05. Une campagne électorale spectaculaire : les « Motivé-e-s » en représentation

Résumé

Mars 2001, lors des élections municipales, le mouvement politique Motivé-e-s de Toulouse fait l'objet d'un « événement médiatique ». Soutenu et, pour partie initié, par le groupe musical Zebda, Motivé-e-s, grâce à un dispositif offrant la possibilité d'une « *construction collective des choix* », témoigne d'une tentative de démocratie participative alliant mixité sociale et métissage culturel. L'entrée dans le champ politique provoque des réajustements en interne, où une minorité agissante oriente le mouvement vers une coalition avec les partis de gauche.

Le traitement de l'actualité en interne, où prime progressivement la logique politique électorale et non plus celle d'« une autre politique », permet de comprendre le processus de prise de pouvoir oligarchique au sein du mouvement. Ensuite, l'analyse du lien entre le contexte d'émergence médiatique des Motivé-e-s (médiatisation qui participe à son relatif succès électoral) et l'assujettissement de ce même mouvement aux règles de mise en spectacle permet de saisir sa « prise en charge », l'imposition symbolique de son image par le champ journalistique.

Summary

During local elections Min March 2001, the Motivé-e political movement in Toulouse became a "media event". Supported by the band Zebda, Motivé-e spawned from the idea of a "collective construction of choice", and is proof of an attempt at participative democracy mixing social and cultural elements. Entry into the political field provokes internal change, where a "minority acts" pushing the political spectrum towards the "parties of the left."

The treatment of the news "internally", where the electorate holds precedence over any other process, allows for the process to take the oligarchic power within the movement. The analysis of the link between the emergence of Motivées in the media (promotion through the media contributed to its relative success among the electorate) and the submission of this same movement to show biz rules means the media takes on board the responsibility and the symbolic imposition of its image.

Introduction

« L'actualité » consacrée à Motivé-e-s durant la période 2000-2001 donne une image faussée de la réalité sociologique du mouvement toulousain [1]. Le traitement médiatique fait songer aux propos de cette dame qui, en mars 2001, passant devant le local des Motivé-e-s s'était arrêtée net et s'était exclamée en scrutant à l'intérieur : « *Mais il n'y a aucun maghrébin ici ! Moi qui pensais que c'était une liste d'Arabes*… ». Cette catégorisation identitaire interroge les ressorts des intérêts particuliers de l'arène politico-médiatique, tout comme l'attitude des membres de Motivé-e-s vis-à-vis des journalistes dans un contexte de campagne électorale.

L'enjeu des élections municipales toulousaines en 2001

Dans les représentations communes Motivé-e-s est associé à Zebda [2]. Cette évidence est le fruit d'une double mimesis. À l'origine, ce sont les membres du Tactikollectif (association créée par les membres de Zebda) [3] qui s'investissent dans ce projet de liste municipale. Rapidement, se greffent d'autres personnes issues des horizons associatifs, politiques, artistiques, journalistiques, universitaires, etc. Malgré cela, le projet de liste reste, dans le champ journalistique et politique, désignée comme la « Liste Zebda ». Ses membres et l'ensemble du mouvement participent en retour à l'élaboration de ce nom, en désignant comme porte-parole les chanteurs de Zebda et Salah Amokrane, frère aîné des choristes.

Les Zebda possèdent ce capital symbolique qui leur permet de faire entendre facilement leurs voix dans les médias. En plus de cette carte maîtresse, grâce à l'association du Tactikollectif, ils possèdent une aide

logistique et sont en relation avec un ensemble de réseaux d'interconnaissances des milieux artistiques ou politiques toulousains et nationaux. Enfin les actions menées directement dans les quartiers nord de Toulouse tant sur le plan social que culturel ainsi que la participation de Magyd Cherfi (Chanteur de Zebda) et de Salah Amokrane aux élections municipales de 1995 leur confèrent une légitimité politique reconnue aussi bien dans le champ politique que journalistique.

L'élément déclencheur suggérant la constitution d'une « liste citoyenne » fut l'annonce de Dominique Baudis expliquant qu'il ne se représenterait pas à un quatrième mandat [4]. Maire de Toulouse à la suite de son père, Dominique Baudis perpétue alors la « tradition notabilaire », celle qu'Yves Pourcher nomme « *l'héritage du m andat* ». En prévision de son départ, il intronise son « *ami d'enfance* » Philippe Douste-Blazy. Ce nouveau venu, en cas de victoire, annonce vouloir pérenniser la politique « *baudissienne* ».

Il n'en faut pas plus aux membres de Zebda et au mouvement toulousain en train de se constituer pour s'engager dans la campagne électorale, dès l'automne 2000. « *Puisque c'est ça, on y va !* » : ce premier slogan des Motivé-e-s est une réaction au constat d'une politique municipale cloisonnant et asphyxiant le dynamisme des associations évoluant dans les milieux socioculturels. S'y ajoute une volonté d'innover face à l'agir politique des partis historiques (aux « *logiques d'appareils* » et aux « *promesses toutes faites* »). La démarche est de créer une « liste citoyenne », sans professionnels de la politique et sans objectifs de gestion, afin de provoquer un relais d'informations entre la mairie et les habitants. Choisissant son « mode de construction collective des choix » [5], il met en place un dispositif qui répond à son « désir de vie » et « d'expression démocratique ». Ainsi, de l'assemblée générale, en passant par les commissions thématiques et jusqu'à l'organe resserré du collectif d'animation, toutes les portes sont (théoriquement) ouvertes. « *Pas de projet ficelé*, explique un militant, *mais un projet à partager, à développer* ».

L'assemblée générale du 18 octobre 2000, qui rassemble 80 personnes, baptise le mouvement du nom de « Motivé-e-s » [6]. Ce nom renvoie à la question de la parité en politique [7], mais surtout à l'arrivée, en son sein, d'un groupe de femmes aux revendications féministes, dont celles de « *la dévirilisation de la politique* » ou de « *la féminisation des discours* ». Elles parachèvent la composition sociale et culturelle du mouvement essentiellement masculin, composé alors des membres du Tactikollectif qui comprenait quatre chanteurs et musiciens de Zebda ainsi qu'un régisseur. À ces personnes s'ajoutent des personnes évoluant dans le champ syndical et politique (ATTAC, SUD) qui demeureront avec le Tacticollectif les membres les plus influents [8]. Très rapidement, viennent s'ajouter d'autres personnes issues des milieux artistique et journalistique (dont deux journalistes indépendants et l'appui de plusieurs caricaturistes). La diversité des parcours donne rapidement une tournure originale à l'expression politique proposée au sein du mouvement.

Le traitement de « l'actualité » en interne : de la démocratie participative à *« l'urgence »* électorale

En interne, la communication est une composante centrale de la dynamique Motivé-e-s. D'abord, il y a les commissions thématiques : « Démocratie » ; « Ma ville est un monde » ; « Culture » ; « Pour une société non-sexiste » ; « Quartiers et politique dans la cité ». Ces cinq instances s'établissent autour d'une rotation des animateurs, d'une participation libre de ses membres. La participation est cadrée par un ordre du jour, des tours de paroles respectant le préalable de la main levée, la parole des minoritaires, etc. Au fil des rencontres, en moyenne une par semaine de l'automne 2000 au printemps 2001, des comptes rendus sont écrits et diffusés en interne. Un archivage est régulièrement enrichi et disponible en accès libre dans le local du mouvement.

Le collectif d'animation correspond au premier dispositif fonctionnel mis en place par le mouvement. Lieu théoriquement ouvert à tous, il demeure fréquenté par les membres pionniers du collectif. Systématiquement, les questions techniques et politiques s'y discutent en vue d'en faire part, ensuite, à l'assemblée générale souveraine.

Bientôt, les échéances électorales viennent bousculer le dispositif du mouvement. La question de savoir si oui ou non les Motivé-e-s doivent se coaliser avec les partis de gauche [9] « *pour battre la droite* », se pose tout en restant fidèle aux engagements initiaux (« *Il n'y a pas d'arrangement* », « *On est en train de changer la manièr e de faire de la politique* »). Des débats ont dès lors lieu dans l'ensemble des instances et durant ces nombreuses rencontres informelles qui caractérisent l'action des Motivé-e-s. Au final, un vote à bulletin secret se déroule le soir même du premier tour des élections. 85% sont favorables à la coalition. Ce vote peut

surprendre lorsque l'on sait que, quelques semaines auparavant, il y avait un équilibre entre ceux qui étaient pour le maintien de la liste et ceux qui étaient favorables à une coalition.

L'observation du processus dit « démocratique » ayant conduit à ce vote révèle qu'il existait plusieurs lectures de l'actualité politique chez Motivé-e-s. En l'occurrence, c'est la « lecture dominante » qui l'a remporté. Et ceci dans le cadre de ce dispositif offrant la construction collective des choix et permettant potentiellement une décision légitime car résultante, comme l'écrit Jürgen Habermas « d'une démocratie participative » [10]. Pour expliquer pourquoi ce dispositif n'est pas opérant chez Motivé-e-s (du moins durant le « rush » des élections), il nous faut revenir sur la distribution des pouvoirs d'informations et de pratiques.

L'analyse de la distribution effective de ces pouvoirs (relations avec la presse, tractages, « standard », porte-parole, etc.), montre qu'elle se fait en fonction des prédispositions sociales et culturelles. L'expérience dans le domaine journalistique conduit les personnes à s'y inscrire et à s'y maintenir en justifiant d'une légitimité acquise professionnellement. Ceux qui ont une expérience en politique ont tendance à imposer leur avis sur des questions de stratégie. De même, le « temps libre », parfois associé à des disponibilités financières, comme le soulignait Max Weber [11], correspond à une des conditions premières pour s'investir complètement dans l'activité politique (les réunions durent souvent tard le soir, et les mères de famille, par exemple, sont peu ou pas présentes). Celle ou celui qui dit « *moi, je ne sais pas écrire* » se retrouveront au standard téléphonique (dans une large majorité occupé par la gente féminine) ou à distribuer les tracts. À l'inverse, le professeur de sociologie ne distribuera pas de tracts mais des discours, etc. Différents types et niveaux de pratiques et d'informations se distribuent ainsi en fonction des habitus et des capitaux sociaux spécifiques de chacun. Sous couvert d'un fonctionnement informel où « chacun prend librement sa place », le collectif reproduit, en quelque sorte, les divisions des tâches et la hiérarchisation sociale et symbolique qui l'accompagnent. Ce phénomène devient prégnant à l'arrivée des élections. L'implication d'une dizaine de membres du collectif d'animation, pour la plupart à l'origine du mouvement, révèle leurs pouvoirs. Véritable « groupe meneur » ou « minorité agissante », ce bureau politique informel orientera l'ensemble du mouvement en proposant, argumentant et légitimant ses positions grâce à son fort capital politique.

À l'arrivée des élections, le mode de fonctionnement informel conduit à un certain nombre de cafouillages qui provoque des tensions, celles-ci étant favorable à la reaffirmation des positions hiérarchiques de chacun [12]. Le champ politique vit alors ses luttes les plus dures et accentue en conséquence les pressions au sein de Motivé-e-s. Parmi le « groupe meneur », les agents les plus armés du mouvement se révèlent pour se confronter aux règles du jeu du champ politico-médiatique. Le choix politique est alors celui de la coalition avec les partis de gauche ou, à l'inverse, du maintien de la liste. Ce choix va conduire le mouvement dans ses derniers retranchements. L'analyse en détail des différentes discussions formelles et informelles montre le long travail de persuasion et ce recours au pouvoir d'influence utilisé par les acteurs ayant un important capital social, culturel et surtout politique (le plus déterminant en la circonstance). Cette minorité agissante ayant tacitement décidé, dans sa majorité, de se coaliser a directement provoqué ce vote favorable à cette option.

En définitive, on pourrait admettre qu'au fur et à mesure de l'avancement dans la campagne, les Motivé-e-s se sont retrouvés enclins à devoir accepter les règles du jeu électoral (négocier, déléguer, coaliser…) qui ne sont autres que celles du jeu politique. À défaut de cette acceptation, ils en refusaient les bénéfices (élus, argent et appuis des partis de gauche) et en subissaient les pertes (« dévalorisation » au sein du champ politique) [13]. Le conflit en interne de la minorité agissante pour changer la manière de faire de la politique (ou autrement dit, pour certains, « *changer de gauche* ») s'est progressivement vidé de son contenu pour se positionner sur l'objectif qui était d'empêcher que la droite ne passe, ce qui conduisait nécessairement à accepter une coalition avec les différents partis de gauche, et ce en redonnant un peu de sang neuf aux formes de délégation. Cette forme de pragmatisme politique s'est donc substitué au mot d'ordre initial (« *changer la politique* »), et ce du fait de la prédominance, au sein de la minorité agissante, de l'intérêt politique classique (accéder au pouvoir, battre l'adversaire) sur l'intérêt que l'on pourrait nommer « démocratique », qui suppose une vigilante et continuelle construction.

Ces analyses nous renvoient à celles formulées au début du XXe siècle par Roberto Michels sur la loi d'airain de l'oligarchie des organisations politiques. Pour celui-ci, cette loi est inéluctable et demande en conséquence un combat incessant pour lutter contre cette « division qui amène la destruction du principe démocratique même qui la fait naître » [14].

Ce processus, partiellement non perçu comme tel au sein du mouvement, a néanmoins provoqué un ensemble de réactions prenant le plus souvent la forme de reproches ponctuels (vice de forme, décision oligarchique,

hiérarchisation, etc.). Mais des expressions telles que « *c'est l'urgence* », « *faut avoir confiance* », « *le plus important c'est le troisième tour, après les élections* », etc., qui furent abondamment utilisées furent autant de justifications mises en avant pour imposer en réalité des logiques proprement politiques.

En minimisant ainsi la portée de cette actualité du politique, le « groupe meneur », avec le consentement d'une partie des Motivé-e-s [15], s'est projeté sur ce « troisième tour », celui d'un avenir commun empli d'espoir et de changement. La minorité agissante témoigne, à l'instar de tout bureau politique, de son autorité symbolique à agir sur les représentations communes du mouvement, en légitimant l'actualité présente par l'entretien d'une dimension imaginaire et illusoire d'un « autre rapport au politique ». On voit ici combien la hiérarchie des actualités est assujettie à des questions de temporalité et de pouvoir.

L'actualité médiatique de « l'OPNI Motivé- e-s » [16]

Dès la création des Motivé-e-s, la « Liste Zebda » devient un « événement » dans le champ journalistique et politique national [17], voire international. Le projet de « *liste citoyenne* », d'une « *nouvelle gauche* » en construction interroge, mais ce sont surtout les interventions aux accents politique et toulousain qui suscitent intérêt et curiosité. Cependant, cet accueil médiatique « chaleureux » tend à restreindre la portée de cet événement à une action spectaculaire (« *des membres du spectacle vont essayer de faire de la politique* », ou mieux, vont « *faire de la politique spectacle* ») [18].

En mai 2000, *Le Nouvel Observateur* et *France Info* annoncent l'information, « *le scoop* ». Si les Zebda vont « y aller », c'est accompagné par une « armada politico- médiatique ». Un an avant les élections, un premier sondage avait crédité la « Liste Zebda » (encore inconsistante) de 7% des intentions de vote. En octobre 2000, le score s'élève à 10% puis, au début de l'année 2001, varie entre 12 et 17%. Élément essentiel du « baromètre de l'opinion publique », dès octobre 2000, un sondage mensuel est publié par le journal régional, *La Dépêche du Midi*, puis un sondage hebdomadaire à trois semaines du premier tour électoral (sans prendre en compte, les sondages internes aux partis politiques). Au sein de Motivé-e-s, bien qu'à de nombreuses reprises les militants aient exprimé leur défiance vis-à- vis de cet instrument, les sondages sont suivis de près. Ces données chiffrées manifestent leur entrée dans la lutte politique. Ils ne cesseront pas d'influencer le cours des débats en interne et leurs rapports avec les partis de gauche. Les Motivé-e-s se prennent au jeu politique électoral, adhérant malgré eux à « *cette forme de manipulation, à la fois sophistiquée et instrumentale, de l'idéologie démocratique* » [19].

À l'évidence, la médiatisation du mouvement est corrélative à l'engagement du groupe Zebda dans celui-ci comme le montre la couverture médiatique importante des trois concerts de janvier 2001 organisés par la Tactikollectif avec un ensemble de musiciens amis en soutien à la liste Motivé-e-s. Xavier, salarié au local des Motivé-e-s fut contacté par quelques 138 journalistes [20]. Durant toute la période électorale, mais surtout lors des étapes cruciales, les médias s'intéressèrent activement au mouvement. Cependant, seuls deux à trois journaux menèrent une enquête de plus d'une journée [21]. Les autres journalistes se contentèrent, en guise de « reportage », de prendre rendez-vous par téléphone, de venir faire un entretien et de faire (ou prendre) quelques photos. Par contre, les « réunions de quartiers » ne furent l'objet d'aucune couverture médiatique : aucun flash d'appareils photos, pas de caméra de journalistes de télévision ni de carnet de note de journalistes de la presse écrite. La grande soirée Motivé-e-s intitulée « *Le repas de tous les quartiers* » qui a réuni pour une soirée festive quelques 800 personnes venant de Toulouse n'a donné lieu à aucune présence de journalistes. Pourquoi ce type d'événements n'intéresse-t-il pas le champ journalistique, et de quelles « actualités » de Motivé-e-s rendent compte les médias ?

Un des principaux effets du traitement médiatique est de donner une image falsifiée et figée du mouvement. Il est décrit comme un mouvement « identitaire » et non sous ses dimensions sociales et politiques. La construction de l'actualité se réalise, pour partie, en fonction des productions journalistiques déjà émises dans le champ en question. Les journalistes se lisent les uns les autres et reproduisent ainsi un ensemble de représentations et de discours. Au local des Motivé-e-s, une des activités essentielles des journalistes était de parcourir la volumineuse revue de presse. En janvier 2001, un quotidien local et *Le Monde* publient l'un après l'autre, en gros titre, la grossière erreur suivante : « *Zebda, le groupe de rap* (…) ». *Le Monde* « faisant autorité », cette présentation du groupe sera reproduite par d'autres. Maïté Débats, membre du mouvement, s'en offusque : les médias « *se délectent de nous figer en rappeurs de service* (…). *Comme si l'expérience de la banlieue ne pouvait s'exprimer que dans le seul genre de la musique* » [22].

La plupart des actualités sur Motivé-e-s ne rendent pas compte ou très imparfaitement de ses particularités les plus spécifiques, à savoir ses dimensions sociales et son dispositif politique. Par contre, les reportages menés

en présence des Zebda se font le plus souvent lors des instants musicaux ou festifs du mouvement et participent à cette construction restrictive d'un mouvement festif et politiquement marginal. Cette représentation demeura la plus répandue avec celle d'un « mouvement beur ».

Il suffit pourtant d'une simple observation dans leur local ou lors de leurs réunions, voire, seulement d'examiner la liste des prénoms et patronymes qui se présentaient aux élections municipales, pour apercevoir que Motivé-e-s était composé d'une minorité de personnes issues de l'immigration maghrébine [23]. De même, les beurs de Motivé-e-s ont très peu communiqué sur des problématiques liées à l'immigration. Est-ce que les seules présences des Zebda et de Salah Amokrane suffisent à expliquer cette information biaisée ? Ou existerait-t-il une entente implicite et ponctuelle entre les personnes issues de l'immigration maghrébine et les médias ?

Des relations ambivalentes entre les beurs, les Motivé-e-s et les médias…

Faire l'hypothèse qu'un accord tacite a eu lieu entre les médias et les beurs de Motivé-e-s peut sembler excessif. Il s'agit seulement ici d'appréhender la dimension symbolique de cette question, en analysant ce que permet de faire voir et faire croire l'ensemble de ces actualités redondantes et, pour partie, inexactes. Quels intérêts les différents protagonistes ont-ils à s'inscrire dans cette voie ?

Du côté de la presse, les journalistes demandent systématiquement à rencontrer Salah Amokrane ou les membres de Zebda. Salah se plie aux exigences qui font que la tête de liste d'un mouvement politique est le principal interlocuteur des journalistes. Précisons que, pour les membres du mouvement, Salah « *représentait le mieux* » Motivé-e-s. Il est vu comme le porte-parole d'une lutte politique pour la reconnaissance « *des sans* » et plus globalement des droits des minorités sociales et culturelles. Ainsi, les membres de Zebda et Salah Amokrane ont toujours été les premiers à assurer l'interface avec les médias, notamment lors des « grandes messes médiatiques ». Une des revendications premières qui se manifeste à travers cet acte de représentant est bien ce droit politique de participation à la vie de la cité. Les discours des membres de Zebda, lors de la plupart des entretiens, portent sur l'existence d'un déni de reconnaissance subi en tant qu'habitant et en tant que Français. L'enjeu, à travers cette expérience, est de vivre, disent-ils, « *une citoyenneté qui n'aille plus seu lement dans le sens de leurs devoirs, mais qui passe aussi par leurs droits* ». Ce souci légitime de reconnaissance ne doit pas minimiser la démarche du Tactikollectif d'offrir à Salah Amokrane une place de choix pour sa carrière politique, cela en se faisant le porte-parole d'idées républicaines et progressistes rassembleuses (« *changer la politique* », « *faire participer les jeunes des quartiers et les minorités au débat p olitique* », etc.).

Cette participation des beurs s'exprime au sein du mouvement. La plupart des articles de fond créditent les membres de Zebda d'une certaine légitimité politique [24]. Cependant, leur place au sein du mouvement apparaît médiatiquement disproportionnée par rapport aux autres composantes. Plus précisément, alors que les hommes chez les beurs joue la représentation, les femmes sont en général évincées ou cantonnées à des rôles secondaires. Les entretiens rendent compte de la parole de Salah Amokrane ou de Zebda. Les photographies donnent à voir principalement les membres issus de l'immigration maghrébine, souvent Zebda et Salah Amokrane. Ces constats renforcent l'hypothèse d'un accord au moins tacite entre les médias et les filles et fils d'immigrés maghrébins. La légitimité politique déniée, enfin reconnue lors de ces rares instants, est ici amplifiée médiatiquement. Ce désir est satisfait par les « preneurs d'images » dont la quête consiste justement à saisir des clichés « représentatifs » des représentations communes associées à Motivé-e-s. L'accord est scellé, chaque partie retirant les bénéfices escomptés.

L'intérêt des médias à faire part de cet « événement » relève de motivations en partie mercantiles. Inscrire en première page le nom du groupe musical, si possible à côté d'une photo du groupe sur scène, accroît les ventes. « *Zebda* » ou « *Le phénomène Zebda* » font les couvertures des journaux, y compris de la presse de gauche telle que *Politis* et *Charlie Hebdo*. Cet « effet audimat » créé par ce groupe musical à succès est une illustration de la soumission du champ journalistique « *à l'épreuve du marché, à travers la sanction, directe, de la clientèle ou, indirecte, de l'audimat* » [25].

Dans cette logique des apparences et du retentissement médiatique, Motivé-e-s, avec principalement le Tactikollectif à la communication opte, entre les deux tours, pour une stratégie accentuant cette mise en spectacle de leur démarche politique. Stimulée par le score des Motivé-e-s (12,38% des voix) [26], la coalition avec les partis de gauche a pour effet d'apporter de d'argent au mouvement qui va lui permettre de financer

un ensemble d'actions spectaculaires conçues pour être reprises par les médias. Le disque Zebda « *Allez ouste ''Douste''* », comprenant une chanson satirique renouant avec la tradition des chansonniers Occitans, est gravé à 12 000 exemplaires et diffusé dans une dizaine de radios locales et nationales mais aussi via un « camion son » qui sillonne la ville durant plusieurs jours. Un énorme meeting-spectacle est proposé gratuitement (avec l'incontournable organisation et participation des Zebda-Tactikollectif) qui accueillera 9000 spectateurs. Sur scène, se suivent les interprétations musicales des membres des Zebda-Motivé-e-s, un succinct meeting et les responsables de la coalition « *Toulouse en mouvement* » se dandinant sur « *Allez Ouste ''Douste''* »…

Cette stratégie de mise en scène spectaculaire du groupe à des fins politiques se réalise au sein du champ journalistique, en boudant les logiques propres au champ politique. Au début, les médias désignent Motivé-e-s par la « liste Zebda » avec toutes les dimensions positives qui peuvent s'y rattacher puis, entre les deux tours, dans un contexte de calomnies racistes, c'est Salah Amokrane qui devient le principal interlocuteur des Motivé-e-s, transformant ainsi insidieusement une liste « sympa » avec Zebda en une « liste Arabe » avec Amokrane.

Parallèlement, la coalition tend à être présentée sous son aspect festif avec le Tactikollectif comme représentants de cette « gauche plurielle ». Cet entre-deux tours voit donc la principale force politique, le PS, symboliquement sous la houlette des beurs. Cette « opportunité » est saisie par leur adversaire, Philippe Douste-Blazy, pour alimenter ces représentations. Il affirme que « *les socialistes sont dépassés par les Motivé-e-s* » et désire non plus faire de débats avec la tête de liste du PS mais avec Salah Amokrane [27]. À TLT, la télé locale, il « *ne disait plus ''les Motivé-e-s'', mais ''Salah Amokrane'', en crachant bien le nom pour faire résonner la consonance arabe* » [28]. Le futur Député-Maire de Toulouse ira plus loin en envoyant un certain nombre de « *signaux de peur envers les Arabes* » et tiendra même, ainsi que certains de ses colistiers, des propos racistes et xénophobes [29]. L'expression de ses colistiers « *Pas d'Arabes au Capitole* » (nom de la mairie de Toulouse) est une injure qui demeure gravée dans les mémoires de Zebda. Elle vient se surajouter au désenchantement qui suivit l'échec électoral et de celui de leur « *politique culturelle* » s'appuyant sur des valeurs de la République [30]. Désenchantement accentué par l'incapacité des quatre, puis trois élus Motivé-e-s du Conseil Municipal a effectuer une esquisse de démocratie participative (personne d'autres que les élus ne lisent les dossiers municipaux).

« Jouer à qui perd gagne » dans le champ politico-médiatique

Motivé-e-s s'inscrit initialement dans le champ politique électoral avec la volonté affichée de conserver les singularités pour et sur lesquelles il a émergé. Construit au sein du milieu associatif, ses membres se confrontent essentiellement sur le terrain des idées politiques. Dans ce « champ de l'idéel », relativement peu contraint, émerge un dispositif de « construction collective des choix » et un mode d'action alliant la démocratie directe aux dimensions conviviales et festives.

Affirmant se distinguer de l'agir politique des partis historiques, le mouvement rôde son dispositif de démocratie participative en interne. Son entrée dans le champ médiatique et politique le soumet progressivement à des pressions et des sollicitations de la part des forces qu'il rencontre. Motivé-e-s poursuit sa démarche politique originale et remporte un crédit d'intérêt immédiat auprès des médias. Cet « enthousiasme spontané », peut être vu, comme l'expression d'une sympathie politique et d'une compréhension sociale de la part d'une fraction du champ journalistique [31].

L'entrée dans le champ politique révèle, au sein de Motivé-e-s, le rapport de force qui se joue, en interne, entre les agents et les intérêts divergents qui sont défendus. Les représentations collectives construites autour d'un renouveau de l'agir politique délié des pratiques surannées, se confrontent directement avec les logiques propre du champ de la politique dans sa dimension la plus électoraliste (stratégies d'alliances, délégations, etc.). Parmi la minorité agissante, les personnes riches en capital politique, influencent l'ensemble du mouvement et lui imposent leurs propres logiques et intérêts au détriment du dispositif censé prévenir toute hégémonie oligarchique. L'intérêt de cette fraction dominante est, à l'instar des autres partis en lice, ou de faire chuter l'adversaire, ou d'obtenir le plus d'élus. Ce noyau conduit à envisager nécessaire la coalition avec les partis de gauche. Il la justifie grâce à un discours performatif rendu opératoire par la légitimité que leur concède une assemblée Motivé-e-s désarmée. Cette « praxis électoraliste » qui bafoue, sans le dire, l'idéal démocratique d'une « autre politique » semble s'imposer grâce à l'appui que lui apportent les champs politique et journalistique.

Décrété « *événement* », Motivé-e-s prend une place dominante dans le champ journalistique et obtient une place non négligeable « *d'arbitre* », de « *troisième force toulousaine* » dans le champ politique. Le mouvement Motivé-e-s, une fois coalisé avec les partis de gauche, semble confondre la position qu'il occupe dans l'arène politique avec celle dominante dont il bénéficie dans le milieu artistique et journalistique. En relation avec son « approche festive et conviviale », la coalition va ainsi davantage se soumettre aux logiques de la « politique spectacle » dans laquelle Motivé-e-s excelle et dont sont friands les médias [32]. Mais cette stratégie les conduit à se faire prendre en charge par les mécanismes du jeu politico-médiatique. Le mouvement coalisé subit, en retour, l'imposition symbolique de leur image (« politique spectacle », « liste Arabe »...), les déclassant dans le champ politique au profit de ceux qui en maîtrisent le mieux les ficelles.

Ce processus peut être vu comme un assujettissement des logiques du champ politique au pouvoir communicationnel du champ journalistique, lui-même dominé, dans sa recherche de clientèle et d'audimat, par les principes générateurs du champ économique. Cette étude offre à lire, à sa petite échelle, comment, de manière insidieuse et systématique, les logiques du marché, du profit économique et symbolique à court terme influencent en profondeur le champ politique via le journalistique. Réponse à « la question des manières de parler de la société dans l'espace public » [33], ce cas parmi d'autres témoigne de la puissance du capital économique à l'intérieur même du dispositif visant à redéfinir une démocratie représentative idéale.

Conclusion

La résonance de Motivé-e-s et la dynamique qu'il a créé localement et nationalement traduit la réalité d'un mouvement porteur d'une « alternative politique », avec en outre la volonté de redonner une place politique aux couches populaires, aux minorités sociales et culturelles. Mais, faute de *parler avec* (Motivé-e-s n'est pas parvenu à modifier la faible participation à l'action politique et la forte abstention des quartiers populaires), le mouvement aurait plutôt tendance à *parler au nom* des exclus de ces enjeux électoraux et à oublier de mener une réelle réflexion sur *le pouvoir*, ses distributions et ses modes de reproduction. Réflexion et action si éloignées des préoccupations des « partis historiques » qu'elles demeurent incontournables pour permettre la concordance de l'utopie d'une démocratie participative avec sa réalisation pratique mais inévitablement incertaine.

Bibliographie

Bourdieu Pierre, *Sur la télévision, suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Liber Éd., 1996.
Bourdieu Pierre, *Propos sur le politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 2001.
Champagne Patrick, *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique* (1990), Paris, Éd. de Minuit, 2004.
Godelier Maurice, *L'idéel et le matériel : Pensées, économies, sociétés*, Paris, Fayard, 1984.
Habermas Jürgen, *L'espace public* (1961), Paris, Payot, 1996. Laville Philippe, « Un an après. Où en sont les listes conçues pour « permettre et non pour promettre » ? », *in Territoires*, n°425, Cahier 2, 2002.

Leroux Benoît, *Motivé-e-s ou la tentative de « réactivation » du politique : Analyse du mouvement politique t oulousain lors des élections municipales de mars 2001*, Mémoire de DEA d'anthropologie sociale et historique de l'Europe, Bibliothèque de L'EHESS de Toulouse, 2001.

Maguin Fabien et Lisak Fred, *Motivés, Motivées : Soyons Motivé-e-s*, Paris, Points Virgule, 2002.
Michels Robert (Présentation de Cours-Salies Pierre et Vincent Jean-Marie), *Critiques du socialisme. Contributio n aux débats au début du XXe siècle*, Paris, Éditions Kimé, 1992.
Marx-Scouras, Danielle, *La France de Zebda. 1981-2004. Faire de la musique un acte politique*, Paris, Éditions Autrement, 2005.
Neveu Erik, « Médias et mouvements sociaux », in *RÉSEAUX*, n°98, pp. 17-85, 1999.
Pambenel, *Politique en Midi-Pyrénées*, Paris, Eché, 1987.
Pourcher Yves, « Tournée électorale », *L'Homme*, n°119, XXXI (3), pp.61-79, 1991.
Taylor Charles, *Multiculturalisme : Différence et démocratie*, Paris, Aubier, 1992.
Weber Max, *Le savant et le politique* (1919), Paris, Plon, 1982.

Notes

[1] Ces analyses sont rendues publiques quatre années après leurs premières formulations. Le fruit le cette «

observation in situ » menée essentiellement entre la mi-février et mai 2001 est extrait d'une recherche conduite dans le cadre d'un Diplôme d'Étude Approfondie d'ethnologie soutenu à Toulouse en octobre 2001 (B. Leroux, *Motivé-e-s ou la tentative de « réactivation » du politique : Analyse du mouvement politique toulousain lors des élections municipales de mars 2001*, Mémoire de DEA d'anthropologie sociale et historique de l'Europe, Bibliothèque de L'EHESS de Toulouse, 2001).

[2] Zebda est le nom d'un groupe de « rock métissé » de Toulouse, une référence importante de la scène française depuis une dizaine d'années. Ce groupe est composé de sept musiciens dont les trois chanteurs- compositeurs sont originaires de Kabylie par leurs parents.

[3] Plus précisément, le Tactikollectif est une association créée, entre autres, par les membres de Zebda et Salah Amokrane, son président, future tête de liste Motivé-e-s. Son but est d'initier et soutenir un ensemble de projets artistiques, sociaux et culturels. Détachée de toute subvention publique, elle représente pour ses membres un outil d'action sociale, culturelle et politique. Pour compléter ces relations de double mimésis, le nom « Beur » signifie « Arabe » en Verlan, et « Zebda » signifie « beurre » en Arabe dialectale…

[4] Le tableau historique des luttes politiques en Haute-Garonne présente un paysage marqué par une profonde tradition de gauche. Bien que celle-ci perdure en périphérie toulousaine, elle s'ancre depuis une trentaine d'année dans une opposition face à l'habile discours politique de centre droit orchestré par la famille Baudis (Voir Pambenel, Politique en Midi-Pyrénées, Paris, Eché, 1987 ; Leroux, pages 16-39, op. cit.). Les résultats des meilleurs scores des deux précédentes élections municipales confirment l'assise politique de la « Dynastie Baudis ». Municipales 1995 : Baudis (UDF) : 58,62% ; Levy (PS) : 25,93% ; Serbera (FN) : 6,87% ; Mendez (Ecol.) : 4,37% ; Roig (EXG) : 2,36%. Municipales 1989 : Baudis (UDF/RPR) : 56,96% ; Lévy (Un. Gauche, PS) : 30,28% ; Onesta (Ecol.) : 4,72% ; Sorbara (FN) : 4,39% ; Verdier (EXG) : 2,43% ; Laflorentie (EXG) : 1,22%. Régionales 1998, résultats en Haute-Garonne (32 sièges à pourvoir) : Liste Gauche Plurielle - A. Bénéteau : 13 élus ; Liste RPR/UDF – M. Censi : 12 élus ; Liste Front National - S. Laroze : 04 élus ; Liste LCR – L. Sanchez : 02 élus ; Liste CPNT – P. Fuziès : 01 élu.

[5] P. Bourdieu, *Propos sur le politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon 2001, p. 88.

[6] « Motivés » (sans le « e ») est à l'origine le titre d'un groupe (essentiellement les membres de Zebda), d'un album mais surtout celui d'une chanson, « Le chant des partisans », elle-même reprise d'un texte écrit par J. Kessel et Maurice D. en 1943. Cet album et chanson co-financé par la Ligue Communiste Révolutionnaire, fait partie de l'accompagnement musical des mouvements de grève, et ce depuis le Mouvement des chômeurs de 1997.

[7] La loi sur la parité des listes électorales s'appliquant pour la première fois lors de ces élections municipales.

[8] Les membres d'ATTAC ont fortement influencé la structure démocratique et sa cohérence, tandis que les ex-syndicalistes, en « professionnels de la politique » orientaient les procédures propres aux actions politiques (relations avec les autres partis, stratégies politiques, etc.).

[9] La coalition est menée par F. Simon, appartenant au courant de la « gauche socialiste » ayant parvenu grâce à ses luttes menées sur le terrain social (soutien pour les « sans ») et à un discours progressiste (par rapport à la « veille garde » socialiste locale) à rassembler le PRG et MDC et le PC au premier tour, puis au second, Motivé- e-s et les Verts.

[10] J. Habermas, L'espace public, Paris, Payot, 1996 1996, p. XXV.

[11] M. Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1982, p. 112.

[12] La hiérarchie sociale se maintient ici aussi par la violence symbolique comme l'illustre le fait suivant. Rose et Marie des Neiges, deux militantes, décident un jour de rédiger un tract sous leur initiative. Une fois reproduit à plusieurs centaines d'exemplaires, le contenu du tract ne convient pas à ceux qui « d'habitude » rédigent, conduisant ces derniers à déclarer que « ce tract est nul » et, après discussions, à décider d'en proposer un nouvel écrit.

[13] La voie du maintien n'est pas en soi dévalorisante, elle l'est seulement pour « la gauche majoritaire » dans la logique de la confrontation politique des deux principales forces rassemblées autour de « la droite contre la gauche ».

[14] R. Michels, *Critiques du socialisme. Contribution aux débats au début du XXe siècle*, Paris, Éditions Kimé, p. 18.

[15] Nombre de Motivé-e-s ont en effet souscrit à ces discours par complicité involontaire, par domination symbolique. Ils ont adopté une position de consentement qui renvoie à *« la part de pouvoir que les dominés ajoutent à celles que les dominants exercent directement sur eux »* (M. Godelier, *L'idéel et le matériel : Pensées, économies, sociétés*, Paris, Fayard, 1984, p. 26).

[16] Cette formulation d'« OPNI », « Objet Politique Non Identifié », a été utilisée à plusieurs reprises notamment par des journalistes dont J-P Besset (*Tout-Toulouse* et correspondant au *Monde*) et M. Soudais (Politis).

[17] Il y aurait eu, en mars 2001, *« 66 listes associatives, citoyennes, motivé-e-s… »* selon P. Laville (« Un an après. Où

en sont les listes conçues pour « permettre et non pour promettre » ? », in *Territoires*, n°425, Cahier 2, 2002, p. 5).

[18] Lors d'une proposition d'affichage pour une manifestation Motivé-e-s sur la vitrine d'un bar, le patron exprime son refus de tout affichage politique, *« après j'ai les clients qui me font des reproches, dit-il »*. C'est alors qu'un de ces derniers dit en substance *« mais non c'est Motivé-e-s, c'est de la politique spectacle, tu sais comme Coluche ! »* Au final, l'affiche fut posée.

[19] P. Champagne : *Faire l'opinion : le nouveau jeu politique*, Paris, Éd. de Minuit, 2004, p. I.

[20] F. Maguin et F. Lisak, *Motivés, Motivées : Soyons Motivé-e-s*, Paris Virgule, 2002, p. 98.

[21] Mise à part les journalistes locaux, les seuls journalistes à être resté, à ma connaissance, au moins deux journées près des Motivé-e-s sont ceux de Charlie Hebdo (n°455 du 7 mars 2001), de Politis (n° 641 du 8 au 14 mars 2001) ou encore de Radio Popular.

[22] Extrait du Journal Motivé-e-s n°4, page 7.

[23] Faisons les comptes : sur la liste des 69 noms, 10 personnes ont des noms à consonances maghrébines, soit 14%. Sur l'ensemble du collectif, le calcul n'a bien sûr jamais été fait, mais il me semble que ce pourcentage pourrait être inférieur à 10%.

[24] Rappelant l'ensemble des actions sociales et culturelles menées dans les quartiers nord de Toulouse, (même) Valeurs Actuelles stipule (comme une mise en garde...) qu'« on aurait tord de les prendre pour des saltimbanques » (16/02/01, pages 26-34).

[25] Bourdieu, *Sur la télévision, suivi de L'emprise du journalisme*, Paris, Liber Éd., 1996, pp. 87-85.

[26] Résultats du premier tour, en % des exprimés (Abstention : 40,04%) : Liste LCR – A. Pailler : 2.43 ; Liste Lutte Ouvrière - R. Roig : 1.67 ; Liste Motivé-e-s - S. Amokrane : 12.38 ; Liste PS, PC, MDC et PRG - F. Simon : 27.89 ; Liste des Verts - M-F. Mendez : 6.15 ; Liste UDF-RPR-DL- P. Douste-Blazy : 41.53 ; Liste Front National - S. Laroze : 4.02 ; Liste MNR- P. Serbera : 2.65.

[27] *La dépêche du Midi*, 15/03/01, page 1.

[28] F. Lisak, F. Maguin, *op. cit.*, p. 181.

[29] M. Douste-Blazy dira à propos du candidat socialiste « Simon a pris sur sa liste Salah Amokrane. Il pense donc que, sur le plan de la délinquance, tout va bien... » ou encore « M. Amokrane veut avoir un pied dedans et un pied dehors : un pied dedans pour contrôler Simon, un pied dehors pour continuer à mettre le désordre ». Extrait de *Marianne*, N°212, du 14 au 20 mai 2001, page 31.

[30] Selon les termes de D. Marx-Scouras (*La France de Zebda. 1981-2004. Faire de la musique un acte politique*, Paris, Éditions Autrement, 2005, p. 137), à consulter pour une lecture des Zebda concernant cette experience Motivé-e-s et leur propre prolongement artistique.

[31] Cf. Patrick Champagne, *op. cit.*, page 240.

[32] Motivé-e-s illustre parfaitement ce processus décrit par Patrick Champagne quand il écrit que *« Les agents sociaux ne dominent jamais autant que lorsqu'ils incarnent la logique de leur champ ; ils dominent d'autant plus un champ que la logique du champ les domine et qu'ils accomplissent ce que le champ demande et sanctionne positivement »*, *op. cit.*, page 278.

[33] Question posée par E. Neveu (« Médias et mouvements sociaux », in *RÉSEAUX*, n°98, pp. 17-85, 1999, p. 77).